

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n ° 102

Loi modifiant la Loi du ministère du revenu

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES PARIZEAU

Ministre du revenu

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTE EXPLICATIVE

Les modifications proposées par le présent projet de loi visent à préciser les procédures et autres mesures administratives prévues à la Loi du ministère du revenu. Elles comprennent également des dispositions de concordance avec d'autres lois et quelques corrections devenues nécessaires depuis la sanction de la Loi du ministère du revenu.

Art. 1. *La modification proposée ajoute au texte actuel de la loi, la nouvelle Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement.*

Art. 2. *La modification proposée confirme la validité des avis de cotisation émis ou à émettre en vertu des lois fiscales.*

Art. 3. *L'article proposé permet la destruction des documents originaux du ministère dès leur reproduction photographique.*

Projet de loi n ° 102

Loi modifiant la Loi du ministère du revenu

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1972, c. 22,
a. 1, mod.

1. L'article 1 de la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre 22), modifié par l'article 1 du chapitre 17 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«loi
fiscale»;

«*a*) «loi fiscale»: la présente loi, la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 67), la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes (Statuts refondus, 1964, chapitre 66), la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi numéro 67*) ou toute autre loi imposant des droits et dont l'administration est confiée au ministre;».

1972, c. 22,
a. 7, mod.

2. L'article 7 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Validité
des avis.

«Tout avis de cotisation et tout avis attestant qu'aucun droit n'est payable, émis en vertu d'une loi fiscale avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi, est valide même s'il ne porte que le fac-similé imprimé, gravé ou lithographié de la signature du ministre ou du sous-ministre.»

1972, c. 22,
a. 8a, aj.

3. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 8, du suivant:

Destruc-
tion de
document,
etc.

«**8a.** Pour les fins de l'application de la Loi de la preuve photographique de documents (Statuts refondus, 1964, chapitre

Art. 4. La modification proposée ajoute aux objets des ententes fiscales intergouvernementales l'élimination de la double imposition.

Art. 5. L'article 12 de la loi se termine actuellement par l'alinéa suivant:

«Toute somme due à Sa Majesté aux droits du Québec en vertu d'une loi fiscale constitue une dette privilégiée prenant rang immédiatement après les frais de justice.»

Art. 6. La première modification proposée permet au ministre de réclamer un montant à une tierce personne lorsqu'elle est sur le point de devenir débitrice d'un assujetti aussi bien que quand elle est déjà débitrice de ce dernier.

La deuxième modification prévoit, s'il y a lieu, la cotisation de la tierce personne et le droit de celle-ci de contester cette cotisation devant le tribunal.

Art. 7. La modification proposée clarifie le texte actuel de la loi en ajoutant les mots «un montant égal au montant ainsi déduit, retenu ou perçu».

280), tout document, livre ou registre émanant du ministère ou faisant partie de ses archives peut, nonobstant le délai prévu par le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 2 de ladite loi, être détruit dès qu'il a été reproduit.»

972, c. 22,
. 9, remp. **4.** L'article 9 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 17 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

accord
utorisé. «**9.** Le ministre peut, conformément à la Loi du ministère des affaires intergouvernementales (1974, chapitre 15) et avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure tout accord avec tout gouvernement ou organisme, conformément aux intérêts et aux droits du Québec, pour faciliter l'exécution d'une loi fiscale, pour éviter la double imposition ou pour donner effet à des accords internationaux d'ordre fiscal.»

972, c. 22,
. 12, mod. **5.** L'article 12 de ladite loi est modifié par le remplacement des deux dernières lignes du dernier alinéa par les suivantes: «constitue une dette comportant hypothèque légale, privilégiée et prenant rang immédiatement après les frais de justice.»

972, c. 22,
. 15, mod. **6.** L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 17 des lois de 1974, est de nouveau modifié:
a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

avis au
ébiteur. «**15.** Sous réserve des dispositions du Code de procédure civile relatives à l'insaisissabilité, lorsqu'une personne tenue de faire un paiement en vertu d'une loi fiscale est créancière d'une autre personne ou qu'elle est sur le point de le devenir, le ministre peut, par avis signifié au débiteur, exiger de celui-ci qu'il verse au ministre, à l'acquit de son créancier, la totalité ou une partie du montant qu'il doit ou qu'il aura à payer à ce dernier, et ce au moment où ce montant devient payable à son créancier.»;
b) par l'insertion, après le troisième alinéa, du suivant:

dispo-
tions
appli-
ables. «Les articles 737 à 744, 765 et 768, 775 à 786 et 790 à 803 de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux montants payables au ministre en vertu du premier et du troisième alinéa.»

72, c. 22,
20, mod. **7.** L'article 20 de ladite loi est modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant:

onds
stinct. «Un tel montant doit être tenu, par la personne qui l'a déduit, retenu ou perçu, distinctement et séparément de ses propres fonds et dans les cas d'une liquidation, cession ou faillite, un montant égal au montant ainsi déduit, retenu ou perçu doit être considéré comme formant un fonds séparé ne faisant pas partie des biens sujets à la liquidation, cession ou faillite.»

Art. 8. *La modification proposée ordonne la remise au ministre de tout montant perçu, déduit ou retenu sans droit par une personne, et l'omission de faire cette remise est pénalisée tout comme est pénalisée l'omission de remettre des droits légalement exigibles.*

Art. 9. *L'article proposé est de droit nouveau. Son troisième alinéa prévoit, s'il y a lieu, la cotisation du cessionnaire et l'appel par ce dernier au tribunal.*

Art. 10. *La modification proposée déclare nulle toute convention empêchant la déduction, la retenue ou la perception d'un montant ou son paiement au ministre.*

L'article 26 de la loi se lit actuellement comme suit:

«**26.** Est nulle toute convention faite dans le but d'éluder une disposition d'une loi fiscale exigeant la déduction, la retenue ou la perception d'un montant.»

Art. 11. *La modification proposée correspond à un changement de terminologie dans la Loi sur les impôts.*

1972, c. 22,
a. 24, mod. **8.** L'article 24 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Absence de disposition législative. «La même obligation existe à l'égard de tout montant qu'une personne, qu'elle soit de bonne ou de mauvaise foi, déduit, retient ou perçoit en croyant ou en prétendant agir en vertu d'une loi fiscale.

Infraction. Toute personne qui n'a pas observé les dispositions du deuxième alinéa commet une infraction et est passible des mêmes pénalités que celles qui peuvent être exigées en cas d'omission de faire rapport et remise de droits exigibles en vertu de la loi fiscale en question.»

1972, c. 22,
a. 24a, aj. **9.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 24, du suivant:

Cession de créance. «**24a.** Lorsqu'une personne fait cession d'une créance qui comprend un montant de droits qui doivent être payés au ministre conformément à une loi fiscale et ne le sont pas, le cessionnaire est substitué au cédant et devient débiteur envers le ministre de ce montant et, le cas échéant, des pénalités et de l'intérêt.

Paiement de sommes dues. À ce titre, il doit payer les sommes dues en vertu du premier alinéa au ministre à l'acquit du cédant et selon les mêmes modalités et dans les mêmes délais que ceux auxquels ce dernier serait tenu n'eût été ladite cession. Cependant, dans le cas d'une créance née avant la cession, ces modalités commencent à s'appliquer et ces délais commencent à courir, en ce qui concerne le cessionnaire, à la date de la cession.

Dispositions applicables. Les articles 737 à 744, 765 et 768, 775 à 786 et 790 à 803 de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23) s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires.»

1972, c. 22,
a. 26, remp. **10.** L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Convention nulle. «**26.** Est nulle toute convention empêchant l'application d'une disposition d'une loi fiscale qui exige la déduction, la retenue ou la perception d'un montant ou le paiement d'un montant au ministre.»

1972, c. 22,
a. 34, mod. **11.** L'article 34 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 2 par le suivant:

Registres et livres de comptes. «2. Tout organisme de charité enregistré au sens de l'article 1 de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23) et toute association canadienne de sport amateur prescrite doit tenir, à

Art. 12. L'article proposé est de droit nouveau et spécifie certains renseignements que doivent fournir les assujettis.

Art. 13. La modification proposée ajoute au texte actuel de la loi, la Loi de la taxe sur la publicité électronique.

Art. 14. Les modifications proposées sont de droit nouveau et visent à mieux assurer la confidentialité du dossier fiscal de l'assujetti.

un endroit désigné par le ministre, des registres et des livres de comptes, y compris un double de chaque reçu contenant les renseignements prescrits.»

1972, c. 22,
a. 58a, aj.

12. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 58, du suivant:

Rensei-
gnements
d'identifi-
cation.

«**58a.** Dans toute déclaration, tout rapport ou tout autre document exigible en vertu d'une loi fiscale, le ministre peut exiger d'une personne des renseignements d'identification prescrits à son sujet ou au sujet d'une autre personne visée dans cette déclaration, ce rapport ou cet autre document.

Numéro
d'identifi-
cation.

Le ministre peut également exiger des personnes visées au premier alinéa qu'elles obtiennent un numéro d'identification prescrit.»

1972, c. 22,
a. 64,
remp.

13. L'article 64 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 17 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Réserve.

«**64.** Lorsqu'une personne a été déclarée coupable d'une infraction en vertu de l'article 62, elle n'encourt pas pour la même évasion ou tentative d'évasion fiscale une pénalité prévue par les articles 772 et 773 de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23), l'article 22 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1964, chapitre 71), l'article 7b de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie (Statuts refondus, 1964, chapitre 73), l'article 52 de la Loi de la taxe sur les carburants (1972, chapitre 30), l'article 5b de la Loi de la taxe sur les télécommunications (1965, 1^{re} session, chapitre 28) ou l'article 11 de la Loi de la taxe sur la publicité électronique (1977, chapitre 29), à moins que cette pénalité ne lui ait été imposée avant qu'une poursuite ne lui ait été intentée en vertu dudit article 62.»

1972, c. 22,
a. 69, mod.

14. L'article 69 de ladite loi est modifié:

a) par l'insertion, après le deuxième alinéa, des alinéas suivants:

Témoi-
gnage de
fonction-
naire
interdit.

«Nonobstant toute autre loi, aucun fonctionnaire n'est autorisé, dans le cas de procédures judiciaires autres que celles de droit criminel, à témoigner relativement à un renseignement visé au premier alinéa ou à produire un document obtenu ou écrit ou établi par le ministre ou en son nom aux fins d'une loi fiscale.

Excep-
tions.

L'alinéa précédent ne s'applique pas aux procédures opposant l'intéressé au sous-ministre du revenu, ni à celles entamées par le procureur général en vue d'obtenir une injonction contre l'intéressé en vertu d'une loi fiscale.

Commis-
sion
d'enquête.

Lorsqu'une commission d'enquête constituée par le gouvernement oblige un fonctionnaire à témoigner devant elle, le témoi-

Art. 15. *La modification proposée précise que l'appel d'un jugement de droit pénal se fait au moyen d'une requête pour permission d'appeler.*

Art. 16. *L'article proposé est de droit nouveau et simplifie la procédure pénale.*

Art. 17. *La modification proposée prévoit que le certificat du ministre peut également être émis par le sous-ministre, qui est partie à toutes les procédures judiciaires fiscales en vertu des articles 72 et 93 de la loi.*

Art. 18. *Les modifications proposées rendent uniformes la signification*

gnage et, le cas échéant, la production de documents ont lieu exclusivement à huis clos et ce témoignage et ces documents ne peuvent être mentionnés ni dans aucun document, rapport, note sténographique ou enregistrement de la commission ni pendant les autres séances publiques ou à huis clos de celle-ci.»;

b) par l'addition, après le dernier alinéa, de l'alinéa suivant:

«fonction-
naire».

«Aux fins du présent article le mot «fonctionnaire» signifie tout fonctionnaire ou ancien fonctionnaire du ministère du revenu, ainsi que toute personne agissant ou ayant agi pour ou au nom du ministre ou du sous-ministre du revenu afin de les assister dans la réalisation des objets d'une loi fiscale ou dans toute autre tâche qui peut leur incomber dans l'exercice de leurs fonctions.»

1972, c. 22,
a. 74,
remp.
Appel.

15. L'article 74 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**74.** L'appel doit être interjeté par requête pour permission d'appeler devant un des juges de la Cour d'appel, à l'endroit où les appels du district dans lequel le jugement a été rendu sont portés. Il doit être logé dans les trente jours de la date du jugement ou de la condamnation et il est soumis à la Cour d'appel, composée de trois juges à sa prochaine séance.

Poursui-
vant ou
contre-
venant.

La requête pour permission d'appeler peut émaner du poursuivant ou du contrevenant.»

1972, c. 22,
a. 76a, aj.

16. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 76, du suivant:

Contra-
vention
continue.

«**76a.** Nonobstant l'article 12 de la Loi des poursuites sommaires, lorsqu'en vertu d'une loi fiscale une contravention est continue, toutes les contraventions distinctes visées au paragraphe 4 dudit article peuvent être reprochées sous un seul chef.»

1972, c. 22,
a. 78, mod.

17. L'article 78 de ladite loi est modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant:

Délai
pour
poursui-
vre.

«Toutefois, si le contrevenant a fait sciemment une fausse déclaration ou a commis une fraude en produisant une déclaration ou en fournissant des renseignements prévus par une loi fiscale, une poursuite pénale peut être prise contre lui plus de cinq ans après la commission de l'infraction, pourvu qu'elle soit intentée moins d'un an après la date où une preuve suffisante pour justifier une poursuite relative à l'infraction est venue à la connaissance du ministre ou du sous-ministre; le certificat du ministre ou du sous ministre quant au jour où cette preuve est venue à sa connaissance en est une preuve *prima facie*.»

1972, c. 22,
a. 80,
remp.

18. L'article 80 de ladite loi est remplacé par le suivant:

par un fonctionnaire du ministère et celle faite par huissier, et permettent l'envoi d'un document par courrier certifié ou la signification à personne au lieu du courrier recommandé.

Art. 19. La modification proposée substitue à l'adresse personnelle du fonctionnaire signant un affidavit l'adresse du bureau du ministère.

Art. 20. Les modifications proposées établissent une procédure protégeant le ministère aussi bien que l'assujetti contre les conséquences de la non-réception d'un avis de cotisation.

Le premier alinéa de l'article 87 proposé reprend substantiellement l'article 87 actuel.

Signifi-
cation.

«**80.** 1. Lorsqu'une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi prévoit la signification à personne d'un document, la signification peut être faite par la remise de l'original du document à son destinataire par un fonctionnaire du ministère du revenu ou par un huissier. Elle peut être faite en remettant l'original du document en main propre à son destinataire où qu'il se trouve, ou elle peut être faite à domicile, en laissant l'original au domicile ou à la résidence ordinaire du destinataire au soin d'une personne raisonnable et qui y réside.

Signifi-
cation par
fonction-
naire.

Lorsque la signification est faite par un fonctionnaire, il dresse un affidavit attestant:

a) que le document en question a été signifié;

b) la date, l'endroit et le nom de la personne à qui la signification a été faite.

Force
probante
de l'affi-
davit.

Cet affidavit doit être reçu comme preuve *prima facie* de la signification à personne du document.

Signifi-
cation par
huissier.

Lorsque la signification est faite par huissier, le procès-verbal de signification de l'huissier doit être reçu comme preuve *prima facie* de la signification à personne du document.

Courrier
certifié.

2. Lorsqu'une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi prévoit la signification ou l'envoi d'un document par courrier recommandé, cette signification ou cet envoi peut se faire également par courrier certifié ou de la façon prévue au paragraphe 1.»

1972, c. 22,
a. 84, mod.

19. L'article 84 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Adresse du
signataire.

«Dans tout affidavit ou autre document de même nature signé par un fonctionnaire du ministère en vertu d'une loi fiscale ou dans le cours d'une instance ayant pour objet une matière fiscale, l'adresse du signataire est suffisamment indiquée par l'adresse du bureau du ministère qui constitue l'endroit de travail habituel du signataire.»

1972, c. 22,
a. 87,
remp.

20. L'article 87 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Date
d'envoi par
la poste.

«**87.** Aux fins d'une loi fiscale, la date d'envoi par la poste d'un avis de cotisation ou la date d'envoi par la poste d'un avis attestant qu'aucun droit n'est payable est réputée, en l'absence d'une preuve contraire, être la date indiquée sur cet avis, à moins qu'elle ne soit infirmée par le ministre ou par quelque personne agissant au nom de ce dernier.

Avis non
équ.

Lorsque, dans une procédure judiciaire concernant une cotisation, le tribunal est convaincu par une preuve qu'il estime

Art. 21. *L'article proposé prévoit des avis à donner par les parties à un procès fiscal qui entendent produire un témoin expert.*

Art. 22. *La modification proposée ajoute au texte actuel de la loi, la Loi de la taxe sur la publicité électronique.*

concluante que l'avis de cotisation n'a pas été reçu par le destinataire et que celui-ci a ainsi subi un préjudice autrement irréparable, le tribunal ordonne au ministre de faire signifier au destinataire une copie certifiée de l'avis.

Délai à compter de signification.

La cotisation est alors réputée avoir été faite à la date primitive de l'avis se trouvant aux archives du ministère, mais les délais prévus par les lois fiscales en fonction de la date d'un avis de cotisation ou de son envoi commencent à courir à la date de la signification visée au deuxième alinéa.»

1972, c. 22, a. 93a, aj.

21. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 93, du suivant:

Témoin expert, avis.

«**93a.** Dans toute procédure civile en vertu d'une loi fiscale, la partie qui la première désire produire un témoin expert doit en aviser, au moins trente jours avant la date de l'audition, les autres parties. Toute partie qui désire faire une contre-preuve par le témoignage d'un expert doit en aviser les autres parties au moins quinze jours avant la date de l'audition.

Contenu de l'avis.

Dans chaque cas, l'avis doit mentionner la profession et, s'il y a lieu, la spécialisation du témoin, et il doit contenir l'énoncé de la prétention qu'entend prouver la partie et une indication raisonnablement spécifique du sujet sur lequel elle interrogera le témoin.»

1972, c. 22, a. 95, mod.

22. L'article 95 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 17 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Détermination du montant par le ministre.

«Toutefois, le ministre peut déterminer ou déterminer de nouveau le montant des droits, intérêts et pénalités en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1964, chapitre 71), de la Loi de l'impôt sur le tabac (Statuts refondus, 1964, chapitre 72), de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie (Statuts refondus, 1964, chapitre 73), de la Loi des licences (Statuts refondus, 1964, chapitre 79), de la Loi de la taxe sur les télécommunications (1965, 1^{re} session, chapitre 28), de la Loi de la taxe sur les carburants (1972, chapitre 30) et de la Loi de la taxe sur la publicité électronique (1977, chapitre 29) et faire une cotisation ou une nouvelle cotisation, selon le cas:».

Caractère déclaratoire.

23. L'article 5 est déclaratoire sauf à l'égard des causes pendantes et tout enregistrement d'un privilège en vertu d'une loi fiscale effectué avant l'entrée en vigueur de la présente loi est censé constituer l'enregistrement d'une hypothèque légale visée dans l'article 5.

«Année
d'impo-
sition».

24. L'article 11 s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes, l'expression «année d'imposition» ayant le sens que lui donne l'article 1 de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23).

Entrée en
vigueur.

25. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.